

Vous êtes allé à St-Michel, dites-vous, pour fournir des explications que l'opinion attendait. Que ne les avez-vous données alors ? Vous n'avez rien dit de nouveau et le public attend tous les jours.

Vous terminez votre lettre par une bravade qui n'est pas de la bravoure et vous me proposez de rendre vacante ma place de sénateur pour me présenter contre vous.

Votre proposition est une farce indigne d'un homme sérieux. Pourquoi démissionnerai-je ? Pour me faire remplacer par un libéral et qui sait, peut-être par vous-même ?

Tout le monde sait que vous troqueriez volontiers votre place de ministre contre une place de sénateur. Et j'irais de gaieté de coeur faire votre petit jeu ! Voyons, vous n'êtes pas sérieux, et il n'y a que votre suffisance monumentale capable d'expliquer votre naïve proposition.

Vous êtes trop près, d'ailleurs d'entrer forcément dans la vie privée pour offrir une place que vous ne pouvez plus tenir en échange d'une position que, depuis des mois, vous travaillez à obtenir.

Et en disant que ma démission serait un acte de dévouement héroïque, vous admettez vous-même l'énorme disproportion qu'il y aurait entre mon acte et le vôtre.

Vous m'en croyez capable dans l'intérêt public, je vous remercie de cette flatteuse appréciation.

Il est malheureux que je ne puisse en dire autant de vous.

Et qui donc pourrait exiger votre démission ?

Au point de vue de son intérêt, le parti conservateur fera tout son possible pour que M. Gouin vous conserve dans son cabinet.

Vous êtes assez compromis pour que l'on puisse espérer qu'une administration qui vous garde soit irrémédiablement marquée du sceau fatal de la réprobation populaire.

A part cela, le peuple méprise les poltrons.

Croyez-moi, Monsieur le Ministre,

Votre humble serviteur,

P. LANDRY."

Laissez-moi vous dire, électeurs du comté de Bellechasse, qu'avec vous tous, sans distinction de partis politiques, je regrette la décision prise par votre député de fuir la loyale discussion que je lui offrais. Vous aimez les grandes et belles luttes de la tribune et vous étiez sous l'impression que votre député n'en craignait aucune. Pourquoi faut-il que dans l'espace d'à peine trois semaines vous ayez à rougir deux fois de celui qui représente votre comté, et que vous soyez les témoins attristés de sa pénible reculade.

Vous me rendrez toutefois cette justice, de croire que ce n'est nullement de ma fante si je n'ai pu réussir à obtenir de M. Turgeon qu'il fut présent dans la présente occurrence et qu'il eût au moins le courage de rencontrer face à face, en présence de ses propres électeurs, celui qu'il n'a pas craint d'injurier lors de l'assemblée à St-Michel.

Je ne viens pas ici pour me défendre contre les imputations de votre député ni dans le but de protester contre ses noires calomnies. Les tribunaux du pays régleront cette question.

Je viens ici, comme le dit ma lettre à M. Turgeon, porter la parole contre lui, discuter devant vous les accusations dont il est l'objet, démolir, ouvrage facile, le triste échafaudage d'une défense malheureuse, et établir, d'une manière évidente, que votre député actuel n'a plus droit à l'honneur de représenter votre beau comté.

Je viens mettre sous vos yeux la triste affaire de l'Abittibi et signaler à votre sérieuse attention le rôle peu enviable joué par M. Turgeon, comme membre du gouvernement et comme témoin de la Couronne.

La naissance du syndicat belge

Dans le cours de l'année 1905 quelques financiers Belges se réunirent un jour et constituèrent entre eux un